

Publié le 29 mai 2020

## **Le «monde d'après» : réinventer le capitalisme pour augmenter le nombre de riches ?**

*Les guerres du vingtième siècle nous ont appris qu'après le soulagement d'en être sorti vivant et la joie des retrouvailles, un autre combat attend les rescapés. À leur insu, nombre d'entre eux sont porteurs de pathologies psychosomatiques plus ou moins graves. Celles-ci atteignent autant les individus que les sociétés. D'abord invisibles, elles se manifestent souvent par une forme de dépression à la fois psychologique et morale, ou par de la violence et la résurgence de conflits provisoirement enfouis pour des raisons de survie. Mais, comme toutes les maladies, elles peuvent aussi favoriser la création d'anticorps et être des facteurs de résilience.*

Après la Première Guerre mondiale, l'Europe a connu quelques «années folles», puis, rapidement, la montée de dictatures et à nouveau la guerre. La Deuxième Guerre mondiale n'a pas non plus été la «der des ders». À partir des années 1950, les conflits périphériques n'ont cessé de se multiplier dans des conditions atroces. Quant au monde actuel, il paraît déboussolé, victime de ses excès, de son addiction au bien-être matériel, au plaisir et à l'argent facile. Concomitamment et dans de multiples domaines, des progrès ont été réalisés, des prises de conscience ont eu lieu, des solidarités se sont manifestées.

Dans les mois et les années qui viennent, nous n'échapperons pas à ces mécanismes élémentaires de la psychologie humaine et sociale. Ils se manifesteront d'abord par une envie de s'amuser, de voyager, de jouir de la vie, de consommer et de dépenser, comme l'attestent l'assaut des grands magasins et les achats de chaussures depuis la fin du confinement : pour le moment, les apôtres de la frugalité ne semblent pas être entendus !

### **Le prix à payer d'une solidarité forcée**

Mais le répit risque d'être de courte durée. La violence sociale aussi pourrait bien être au rendez-vous des prochains mois, en particulier sur le thème de l'égalité. Tocqueville a amplement démontré que, dans les sociétés démocratiques et individualistes, la passion de l'égalité est le principal carburant des conflits. Cette passion, écrit-il dans *De la démocratie en Amérique*<sup>1</sup>, si elle «tend à élever les petits au rang des grands [...] porte aussi les faibles à vouloir attirer les forts à leur niveau, et [...] réduit les hommes à préférer l'égalité dans la servitude à l'inégalité dans la liberté.» Les faits risquent une fois de plus de lui donner raison.

---

1 - Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, t. I, première partie, ch. III. Cet ouvrage, publié en deux livres (le premier en 1835, le deuxième en 1840), est un essai écrit en français sur les États-Unis des années 1830, dans lequel l'auteur décrit puis analyse le système politique américain, et expose les possibles dérives liberticides de la passion de l'égalité chez les Hommes.

Sur un terrain social déjà saturé de revendications égalitaires depuis la bronca des Gilets jaunes, l'épidémie a exacerbé les frustrations. «Toute vie doit être sauvée coûte que coûte», a-t-on répété. Certes ! Mais au regard de l'égalité des conditions, le taux de mortalité du virus interroge. Ce n'est qu'une infime partie de la population qui était principalement en danger. Pour garantir aux plus âgés et à tous ceux que leurs excès ont fragilisé une espérance de vie maximale, le risque a été pris de précipiter dans la misère ou de causer la mort de millions d'autres plus jeunes et plus actifs. Les mois passant, quand le danger se sera éloigné, le prix à payer pour sauver la partie la moins active et encore largement favorisée par des retraites restées généreuses pourrait bien apparaître comme inutilement lourd. Les milliards largement distribués pour sauver les entreprises et les revenus des ménages suffiront-ils à apaiser ce ressentiment et ce sentiment d'injustice sur fond de conflit de génération ? Ce n'est pas certain. Il est en revanche probable qu'une majorité refusera de régler l'addition de cette solidarité forcée.

## **De l'inégalité des inégalités**

Quelle forme prendra cette revendication ? Nul ne le sait. Elle peut se traduire dans les urnes par un vote populiste qui «fédère les luttes». Elle peut aussi surgir sous des formes violentes et non démocratiques. L'immense majorité de nos contemporains est déjà convaincue – et pas nécessairement à tort – que la crise financière de 2008 dont ils ont payé le prix a finalement profité au 1 % des plus riches. Il n'est pas du tout acquis qu'ils acceptent calmement cette fois-ci de payer le prix de la crise du Covid-19.

Les responsables du monde entier risquent donc de se trouver confrontés à un problème quasi insoluble et à un front social international. La géographie de l'inégalité s'est en effet profondément transformée en une génération. Si les inégalités entre pays riches du Nord et pays pauvres du Sud se sont nettement réduites, elles ont été remplacées par des inégalités plus grandes à l'intérieur de chaque pays. Dans les années 1970, au Brésil, en Chine, aux Indes, en Russie, en Afrique du Sud, l'ensemble de la population était pauvre. Ils sont devenus les pays d'origine des plus grandes fortunes mondiales.

Le phénomène se complique d'une autre tendance qui n'est contradictoire qu'en apparence. L'accroissement des inégalités dans ces pays n'a pas empêché l'extrême pauvreté de reculer. Sauf dans les pays déjà les plus égalitaires, la classe moyenne s'est notablement agrandie un peu partout. En Chine, 800 millions de personnes sont sorties du dénuement. Un constat analogue peut être fait en Inde et en Indonésie. Dans les années 1980, la moitié des personnes vivant dans l'extrême pauvreté vivaient en Asie. Elles n'en représentent plus que 9 %. Il faut donc se méfier des clichés : l'Afrique du Sud est, par exemple, le pays le plus inégalitaire du monde, et la France l'un des plus égalitaires...

Reste que, depuis la crise financière de 2008, à quelques exceptions près, les pertes d'emplois et la stagnation des salaires ont persisté dans de très nombreux pays frappés ou non par des plans d'austérité drastiques. Cette pression sur les salaires entraîne au sein de chaque pays des écarts croissants entre les nantis et les démunis. «Aux États-Unis, par exemple, les revenus des 1 % les plus riches ont augmenté sept fois plus vite que ceux des 20 % les plus pauvres, et les 0,1 % les plus riches engrangent désormais 188 fois plus que les 90 % les plus pauvres. À l'échelle mondiale, la

richesse combinée des 2 200 milliardaires les plus riches en 2019 a dépassé les 9 000 milliards de dollars, l'équivalent du revenu total des 160 pays les plus pauvres réunis<sup>2</sup>.»

Depuis la fin des Trente Glorieuses, le partage de la valeur ajoutée se fait donc au détriment des salariés, en particulier dans les pays les plus anciennement industrialisés. La mondialisation, la dérégulation et la financiarisation de l'économie ont favorisé la captation des fruits de la croissance par une minorité et une concentration excessive de la richesse dans tous les pays riches ou pauvres.

Ces déséquilibres sont potentiellement dangereux et facteurs de conflits intérieurs et extérieurs. De trop grandes inégalités pèsent sur la croissance, elles fragilisent les sociétés autant du point de vue économique que culturel et social. Elles sont une menace pour les libertés, un frein à la créativité, ne favorisent pas la mobilité et le développement social. Un lien étroit existe aussi entre la criminalité, la corruption et l'inégalité trop criante des revenus.

La lutte contre les déséquilibres actuels devrait donc être l'un des grands chantiers de demain. Une politique de redistribution massive des revenus par la fiscalité n'y suffira pas. Comme pour la lutte contre le Covid-19, le combat contre les inégalités exige des mesures prises au plus près des réalités nationales, adaptées à la situation de chaque pays et concertées au niveau international. Elles ne peuvent pas non plus être seulement de nature économique ou fiscale. Elles doivent s'inscrire dans une approche globale, sociale, éducative et culturelle des modes de vie. La bonne économie ne peut être totalement dissociée de l'éthique.

La pandémie a conduit non sans difficultés et tensions la communauté scientifique du monde entier à collaborer activement. Il serait souhaitable que la crise économique qui résulte des décisions prises pour l'endiguer favorise des collaborations multilatérales. Le moment est propice, les peuples l'attendent, la situation l'exige. Dans son discours du 16 mars, au début de la période de confinement, Emmanuel Macron avait annoncé que «beaucoup de certitudes, de convictions, seront balayées, seront remises en cause [...]. Le jour d'après ne sera pas un retour au jour d'avant». Depuis, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, ne cesse de répéter qu'il faut réinventer le capitalisme. Il n'est pas le seul. Pour la gauche, c'est une ruse. Mais, en fait de ruse, la réalité pourrait bien nous rattraper dans les prochains mois.

Thierry Boutet

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)

---

2 - Source : [www.project-syndicate.org](http://www.project-syndicate.org)